Conduite des affaires : conflits d'intérêts, admission des jetons et réclamations

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les mesures de conduite ne se limitent pas aux clients de détail et s'appliquent à l'ensemble de l'activité du prestataire. Un prestataire doit mettre en place et appliquer des politiques et procédures permettant d'identifier et de traiter les conflits d'intérêts. Il doit indiquer aux clients la nature et l'origine de ses conflits ainsi que les contrôles mis en place.[1] Le conflit type est celui de la plateforme d'échange qui négocie aussi pour compte propre face à ses clients ou qui exploite une filiale de tenue de marché. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) exige soit une séparation structurelle au moyen d'une entité juridique distincte, soit une séparation fonctionnelle avec des barrières à l'information, ainsi que la publication de la négociation pour compte propre et de l'activité de toute entité liée sur la plateforme. L'effondrement de FTX, dont la société de négociation liée utilisait les avoirs des clients, est la référence évidente.

L'admission des jetons à la négociation (listing) fait l'objet de règles directes. Un prestataire doit publier ses politiques d'admission et de gouvernance. Celles-ci comprennent les critères d'admission d'un jeton, le processus d'examen, les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

dirigeants responsables des décisions d'admission, de suspension et de retrait, ainsi que les conflits découlant de l'admission de jetons émis par le prestataire ou ses entités liées. Il doit également publier ses propres avoirs en jetons admis et ceux de ses entités liées.[2] Cette exigence rend la plateforme responsable de la qualité de ce qu'elle admet. Cette responsabilité alimente l'analyse LBC, car un jeton aux développeurs anonymes, sans audit et à l'actionnariat concentré constitue à la fois un risque d'admission et un risque de blanchiment.

Le traitement des réclamations doit suivre une procédure documentée, avec une unité indépendante de la ligne métier, des délais de réponse et des niveaux d'escalade. L'approche s'inspire des Financial Advisers (Complaints Handling and Resolution) Regulations 2021.[3] Les litiges avec les clients de détail doivent pouvoir être résolus à Singapour, par la médiation, l'arbitrage ou les tribunaux. Cela exclut les conditions générales imposant à un client de détail un arbitrage dont le siège est à l'étranger. Les prestataires qui utilisaient des conditions types rédigées pour une plateforme mondiale, soumises au droit des Caïmans ou des îles Vierges britanniques avec un siège dans ces juridictions, ont dû adopter des conditions propres à Singapour pour l'entité agréée.

Notes

1. Allen & Gledhill, décembre 2023 (précité) : les prestataires doivent « establish and implement effective policies and procedures to identify and address conflicts of interest » et les rendre publics. ↩
2. MAS Response to Feedback Received (Part 2), 23 novembre 2023, section relative aux politiques d'admission et de gouvernance et à la responsabilité des dirigeants. ↩
3. Allen & Gledhill, décembre 2023 (précité) : le traitement des réclamations est largement aligné sur les Financial Advisers (Complaints Handling and Resolution) Regulations 2021. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com